

La baie des Cochons

Lorsque Fidel Castro décide de s'allier à l'URSS en 1960, les États-Unis instaurent un blocus maritime autour de l'île. En janvier 1961, juste avant la fin de son mandat, le président Eisenhower rompt les relations diplomatiques avec Cuba. Ayant à peine prêté serment, le président Kennedy décide de régler le problème au plus vite, et non seulement valide une opération de la CIA préparée sous son prédécesseur, mais décide même d'accélérer le calendrier.

Le 15 avril, une escadrille de B-26 américains peints aux couleurs de l'aviation cubaine attaque les installations aériennes et détruit de nombreux avions cubains, mais pas tous. Dans la nuit du 16 au 17 avril, environ 1 500 hommes de troupes paramilitaires composées de Cubains qui furent entraînés au Guatemala - la « Brigade 2506 » - partent du Nicaragua pour débarquer dans la baie des Cochons. Le débarquement est un fiasco: les troupes cubaines parviennent à stopper le déploiement de la brigade, les paysans locaux ne se soulèvent pas et au contraire participent sans doute à la défense de leur île, et surtout la moitié des avions qui n'avaient pas été détruits l'avant-veille donnent aux troupes de Castro un avantage décisif contre les envahisseurs privés de tout soutien aérien. Trois jours plus tard, plus d'une centaine d'entre eux est tuée, 1200 autres faits prisonniers. Le 24 avril, le président Kennedy reconnaît la responsabilité des États-Unis dans cette opération totalement ratée.

Après cet épisode, dit-on, le président Kennedy aurait montré sa colère au directeur de la CIA, Allan Dulles, et aurait sérieusement évoqué l'idée de démanteler l'agence. Mais le fiasco complet de l'opération est-il seulement un échec de la CIA? Oui, si l'on considère plusieurs manquements: le secret était ébruité depuis longtemps, et les chancelleries occidentales comme soviétique s'inquiétaient d'une opération de cette envergure avant qu'elle ait lieu. Le gouvernement de La Havane était préparé à l'éventualité. La principale erreur releva de l'analyse: la CIA pensait réellement que le peuple se soulèverait aux côtés des assaillants à l'endroit du débarquement.

Mais la responsabilité peut aussi être partagée avec le politique: l'opération fut avancée, mais fut-elle suffisamment préparée? Les stratèges militaires pensaient qu'il aurait mieux valu une force de 5000 hommes plutôt que 1500 pour être certains de sécuriser le débarquement: n'aurait-il pas mieux valu attendre pour préparer une opération de plus grande envergure encore? Quand presque la moitié des capacités aériennes de Cuba avait survécu au bombardement des B-26, l'opération au sol aurait-elle dû être annulée, sachant que l'île avait de facto une supériorité aérienne? Ou alors, les 16 et 17, il aurait fallu que l'US Air Force intervienne pour détruire les derniers appareils cubains. Mais dans ce cas, les États-Unis seraient « officiellement » entrés en opération contre Cuba. On comprend tout l'intérêt d'une ambiguïté formelle, même lorsqu'elle est un simple jeu d'apparence visant à se protéger des conséquences juridiques d'une action internationale qui par ailleurs ne trompe personne.

Ainsi la crise de la baie des Cochons est-elle un exemple typique de la difficulté à séparer les échecs du renseignement des échecs politiques de l'usage du renseignement. Elle est également une illustration du coût politique qui peut résulter d'un échec de cet outil de l'action clandestine.